













CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Accord-cadre n°2025.007 : Fourniture et maintenance de groupes
électrogènes

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de services</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et maintenance de groupes électrogènes</p>
	<p>Pouvoir adjudicateur :</p> <p>PRÉFECTURE DE MAYOTTE 1, AVENUE DE LA PRÉFECTURE 976 00 MAMOUDZOU</p> <p>Représentant du pouvoir adjudicateur :</p> <p>SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE MAYOTTE</p>
	<p>Accord-cadre passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 0 R2161-5 du Code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Article 7-9 du CCP
	L'accord-cadre est alloti.
	La durée d'exécution des prestations est d'une année à compter de la date notification du marché
	Le marché est à prix mixte.
	L'accord-cadre est révisable.
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<u>Prestations similaires</u> : Application des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

PREAMBULE

Dans le cadre de la politique de soutien en matière de commande publique apportée par le Secrétariat Général Commun (SGC) aux divers services de l'État implantés à Mayotte, un groupement de commandes a été constitué avec les administrations listées à l'article 2.1.2 du Règlement de la consultation.

Le SGC assure la fonction achats pour le compte des services de l'État parties au groupement. A ce titre, il est chargé de :

- Superviser la phase de lancement du marché ;
- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des actes modificatifs de toute nature pouvant intervenir ;
- Rédiger tous actes juridiques qui incombent lors de l'exécution de(s) accord cadre(s) ;
- Notifier la non reconduction ou la résiliation de (s) accord cadre(s).
- Gérer les procédures pré-contentieuses et contentieuses formées contre les membres au titre de :
 - La procédure (attribution – passation du marché) ;
 - La passation des avenants au marché ;
 - La résiliation du marché ;
 - L'ajustement et de la révision des prix ;

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Suivre la bonne exécution de son accord-cadre qui comprend notamment l'émission des commandes, l'agrément des sous-traitants ;
- Vérifier le service fait, appliquer les pénalités et les réfections ;

La dénonciation, la résiliation des accords-cadres sont soumis à l'approbation unanime de tous les membres du groupement intéressés.

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet l’acquisition, la livraison, l’installation y compris les travaux nécessaires, la mise en service et la maintenance de groupes électrogènes diesel destinés à assurer la continuité d’alimentation électrique des services de l’Etat à Mayotte, en cas de défaillance du réseau.

L’accord-cadre comprend également la dépose des groupes existants, le remplacement et la dépollution des cuves de carburant et la maintenance préventive et curative des groupes, afin d’assurer leur bon fonctionnement dans la durée.

ARTICLE 2 – DÉCOMPOSITION DE L’ACCORD-CADRE

L’accord-cadre est divisé en lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot	
1	Préfecture de Mayotte	
	■ Site Grande-Terre ■ SGAR	■ Site Petite-Terre (Case Rocher, Case Lagon) ■ LIC
2	Direction de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt (DAAF) : Site de Kaweni et Mariaze	
3	COUR D’APPEL de Saint-Denis : Tribunal judiciaire de Mamoudzou et Chambre d’appel de Mamoudzou	
4	Direction de l’environnement, de l’aménagement, du logement et de la mer (DEALM) : Mtsapéré	
5	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse	

Le présent CCP est commun à tous les lots.

ARTICLE 3 – DURÉE ET FORME DE L’ACCORD-CADRE

3-1. Durée de l’accord-cadre

L’accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification.

L’accord-cadre est reconductible expressément pour 3 périodes de 12 mois chacune.

La durée maximale du contrat toute période confondue est de quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, la décision de la préfecture de Mayotte est notifiée au titulaire, par tout moyen conférant une date certaine de réception, avec un préavis de un (1) mois avant la date d'expiration de la période en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.

3-2. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

N° du lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord-cadre
1	Sans minimum	500 000,00 €
2	Sans minimum	150 000,00 €
3	Sans minimum	400 000,00 €
4	Sans minimum	200 000,00 €
5	Sans minimum	250 000,00 €

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il s'exécute par émission successive de bons de commande selon les besoins des administrations bénéficiaires. L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes pourront s'exécuter au plus tard 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre. Cependant l'engagement comptable devra avoir été fait avant la date d'échéance de celui-ci.

3.3 Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire de chaque lot un marché sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Ces nouveaux marchés ne pourront pas dépasser 25% du montant total de chaque marché dans le secteur de l'entité qui passe le marché et ne pourra avoir seulement pour objet que la répétition de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché, dans le respect des éléments annoncés lors de la consultation initiale.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

a) - L'acte d'engagement et ses annexes :

- Pour le lot 1 : Annexe 1A - Bordereau des prix unitaires (BPU), Annexe 1B - Détail Quantitatif Estimatif et 1C - Livraison, mise en service
- Pour le lot 2 : Annexe 2A - Bordereau des prix unitaires (BPU) Annexe 2B - Détail Quantitatif Estimatif et 2C - Livraison, mise en service
- Pour le lot 3 : Annexe 3A - Bordereau des prix unitaires (BPU) Annexe 3B - Détail Quantitatif Estimatif et 3C - Livraison, mise en service
- Pour le lot 4 : Annexe 4A - Bordereau des prix unitaires (BPU), Annexe 4B - Détail Quantitatif Estimatif et 4C - Livraison, mise en service
- Pour le lot 5 : Annexe 5A - Bordereau des prix unitaires (BPU), Annexe 5B - Détail Quantitatif Estimatif et 5C - Livraison, mise en service

b) - Le présent Cahier des Clauses Particulières commun à tous les lots dont l'exemple original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;

c) – Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

d) – le mémoire technique ;

e) – le cadre de réponse technique par lot ;

f) – Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

ARTICLE 5 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il a une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices et des quittances ou attestations correspondantes.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6 – INTERVENANTS

6-1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

6-2. Groupement d'opérateurs économiques

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 7 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

7-1. Spécifications techniques minimales

Les matériels se composent essentiellement de groupes électrogènes et des cuves associées.

Les groupes électrogènes fixés au BPU devront avoir des puissances minimales de :
30kva ; 40Kva ; 60Kva ; 80Kva ; 100kva ; 120 kva ; 150 kva ; 275 kva

Les groupes devront être équipés de cuves positionnés sous les groupes, les contenances des cuves devront être adaptées aux groupes. Les cuves proposées devront être en mesure d'avoir une autonomie de 7 jours de fonctionnement 24h sur 24h soit 168h. Pour les lot 3 et 5 l'autonomie demandée est de 72 heures continues.

Les groupes devront être équipés d'inverseur de source automatique idéalement mécaniques. Les inverseurs de source devront être positionnés dans les locaux sécurisés où se situeront les groupes.

7-2. Description technique du groupe électrogène

Le groupe électrogène devra répondre aux critères suivants :

⌚ Puissance nominale : Les puissances indiquées en KVA et en KW correspondront aux besoins de chaque site.

Certains sites peuvent nécessiter d'augmenter ou de réduire la puissance du nouvel équipement.

⌚ Fréquence : 50 Hz.

⌚ Type de moteur : Diesel.

⌚ Refroidissement : Refroidissement par air.

⌚ Emplacement : Le groupe électrogène sera installé en extérieur et devra répondre aux normes en vigueur concernant les nuisances liées à son fonctionnement (plots anti vibratiles / niveau sonore / perte de fluides...

⌚ Niveau sonore : Le niveau sonore à 7 mètres et à 75% de charge ne devra pas dépasser 66

dB(A)

⌚ Système de démarrage : Le GE devra fonctionner selon les principes suivants :

- Réseau normal présent : la centrale est en veille.

- Perte du réseau normal :

Après une temporisation réglable de 0,5s à 2s de l'absence tension sur le réseau normal, ordre est donné au groupe électrogène de démarrer avec réalimentation du TGBT

- Retour du réseau normal :

Lors du retour du réseau normal, la centrale GE reste en fonctionnement, puis après une temporisation (refroidissement) de 3mn : l'arrêt automatique du GE

⌚ Système de contrôle et de gestion : Le groupe électrogène devra être équipé d'un automate

de commande permettant de surveiller les paramètres principaux (défauts éventuels, tension,

fréquence, température moteur, niveau d'huile, etc.). Cet automate ne devra pas faire l'objet

d'une exclusivité constructeur et les pièces de rechange, mises à jour devront être disponibles

pendant une durée minimum de 10 ans. L'automate devra permettre une lecture en français.

7-3. Garanties

7.3. 1 Garantie des groupes électrogènes

Les groupes électrogènes installés par le titulaire seront garantis 1 an à compter de la réception des travaux. Une extension de garantie peut être proposée par le soumissionnaire.

7.3. 2 Garanties des pièces détachées

Le délai de garantie sera au minimum d'1 an pour les pièces mécaniques et électriques remplacées par le titulaire à compter de la date de remplacement de la pièce. Le soumissionnaire pourra proposer une extension de garantie,

7-4. Modalités d'exécution

La prestation d'installation devra intégrer le cas échéant un local en extérieur composé d'une dalle béton adaptée au groupe installé, adapté aux conditions climatiques du territoire (local clos en tube d'acier galvanisé équipé d'un porte avec serrure permettant une maintenance aisée et adaptée à chaque groupe, le local

devra également être couvert en tôle et pourvu d'un système d'évacuation des eaux pluviales adapté à chaque groupe ceci pour chaque groupe commandé. L'échappement des fumées devra se faire par le toit en tôle avec une hauteur suffisante et comportant un clapet anti retour. La hauteur minimale du local est fixée à 2m.

L'installation de chaque groupe devra comporter la fourniture et pose des affichages réglementaires (danger électrique, danger carburant, GE en fonctionnement automatique, risque inflammable....). **Ces éléments intégreront le prix unitaire de chaque groupe dans chaque BPU.**

Le raccordement électrique nécessaire à l'installation s'entend du réseau EDM au groupe et de l'inverseur au groupe. Le tarif de l'installation intégrera ces données.

Les travaux préparatoires (dalle, toiture et enclos) sont détaillés au BPU pour chaque groupe.

Les groupes devront être capotés et insonorisés pour limiter au maximum les nuisances sonores.

Dans le cadre d'une nouvelle implantation, Le titulaire reste le seul responsable de la définition des besoins ; il devra produire, d'après le matériel approprié, les notes de calculs spécifiques à chaque fonction :

- Puissance électrique de l'équipement ;
- Analyse fonctionnelle ;
- Ventilation ;
- Échappement ;
- Combustible ;
- Refroidissement ;
- Insonorisation ;
- Mesures acoustiques.

Etude : Dans la cadre d'une nouvelle implantation ou d'une modification du local existant, le plan d'implantation fourni par le maître d'ouvrage est transmis à titre indicatif, le titulaire devra réaliser les plans d'exécution afin de définir l'emplacement définitif du groupe électrogène, indiquant les dimensions du local, du GE, des ouvertures de portes et de toutes les modifications du local que le titulaire jugera nécessaire. L'emplacement devra respecter les normes de sécurité en matière de ventilation, d'espace libre autour de l'unité pour la maintenance et l'accès facile aux dispositifs de contrôle et d'arrêt d'urgence.

🕒 Synoptiques et schémas électriques : Le titulaire fournira les documents techniques relatifs à la nouvelle installation.

Les groupes et cuves déposés restent la propriété de l'Etat et seront remis pour vente aux services des domaines.

7-5. Prestation fin de chantier

. Mise en service et essai de l'ensemble de l'installation

- ⌚ Mise en service et essais (en charge et à vide) du groupe électrogène fixe.
- ⌚ Essais de l'inverseur automatique suite au remplacement du groupe électrogène.
- ⌚ Vérification du bon fonctionnement des auxiliaires du groupe électrogène.

7-6. Formation du personnel

⌚ Formation initiale du personnel de la préfecture à la maintenance 1er niveau

- Contrôle des niveaux
- Surveillance des paramètres de fonctionnement
- Surveillance basculement inverseur

⌚ Documents techniques à fournir :

- Procédure d'utilisation de l'installation sous format A4 (GE fixe –Inverseur...)
- Le manuel d'utilisation.
- Le carnet de maintenance.
- Les certifications et rapports de tests de l'équipement.

7-7. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

- ⌚ Fiches techniques des équipements
- ⌚ Schémas électriques et synoptiques
- ⌚ Plan définitifs de l'installation (avec cheminement des câbles)
- ⌚ Références des pièces détachées
- ⌚ Liste non exhaustive

Afin de garantir la continuité d'activité au sein des services, des tests mensuels devront être réalisés. A cet effet, un planning de tests mensuels pour l'ensemble des groupes électrogènes en fonction devra être transmis par le candidat, ce planning sera tenu à jour à chaque nouvelle installation et transmis au service SILOG du SGC à l'adresse mail suivante :

- Pour les lots 1, 2 et 4 : Commandes-silog@mayotte.gouv.fr
- Pour le lot 3 : les éléments seront transmis à la notification du marché
- Pour le lot 5 : les éléments seront transmis à la notification du marché

7-8. Livraison, installation et mise en service des équipements

Le titulaire s'engage à livrer franco de port et d'emballage et à installer les équipements dans le délai précisé dans son offre.

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

L'installation des groupes intègre le support nécessaire le cas échéant, l'installation d'un local adapté, le raccordement aux bâtiments (seront précisés lors de la visite).

Le prestataire est également chargé de tester les équipements et de s'assurer de leur bon fonctionnement avant leur mise en service.

7-9. Lieux d'exécution

Le présent marché est à exécuter sur les sites de :

N° du lot	Intitulé du lot	
1	Préfecture de Mayotte	
	Grande-Terre	Petite-Terre
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Site Grande-Terre ■ Secrétaire général pour les Affaires régionales (SGAR) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Case Rocher, Case Lagon ■ Lutte contre l'immigration clandestine (LIC)
2	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF)	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Site de Kaweni 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Site Mariaze
3	Cour d'Appel de Saint-Denis	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Tribunal judiciaire de Mamoudzou 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Chambre d'appel de Mamoudzou
4	Direction de l'environnement, de l'aménagement, du logement et de la mer (DEALM)	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Site de Mtsapéré 	
5	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse	
	Grande-Terre	Petite-Terre
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Direction territoriale PJJ Mayotte - Site ZI Kawéni 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Unité éducative de milieu ouvert - Site de Petite Terre

7-10. Maintenance

7-10.1 Maintenance préventive

Toutes les petites pièces détachées, vis fusibles, voyants, interrupteursdevront être intégrés au forfait de maintenance ainsi que les consommables.

Le prix de la maintenance préventive s'entend main d'œuvre et déplacement compris.

Il s'agit des opérations périodiques de maintenance et d'entretien préconisées par le constructeur, destinées à maintenir le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements. **C'est une obligation de résultat.** Le titulaire doit veiller à ce que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimum.

A ce titre, le forfait de maintenance préventive intègre toutes les pièces et consommables nécessitant un renouvellement (BPU poste 3.1 à 3.6)

A ce titre il doit informer par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur de la nécessité de remplacer une pièce ou tout dispositif défectueux dans un délai compatible avec la sécurité des personnes.

Dans ce cadre, le titulaire propose pour les réparations soit un attachement, selon les modalités définies dans le marché soit un devis de remise en état du matériel défectueux. Il réalise alors la réparation après acceptation du devis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit proposer un plan de maintenance qui devra comprendre au minimum 2 niveaux d'intervention à savoir : (à renseigner dans le cadre de réponse technique annexé au marché). Les interventions devront se faire les jours ouvrés de 7h à 15H30. En cas de nécessité absolue, il pourra être dérogé à cette règle en permettant une intervention le samedi matin de 8h à 12h. Avant toute intervention le titulaire devra se présenter au responsable de site.

a) Inspection des différents circuits :

- condition générale de l'unité
- circuit de refroidissement (courroies, boyaux, radiateur, galets tendeurs...) y compris niveau et ajout
- circuit d'alimentation du carburant y compris jauge
- système de ventilation dans le local
- système d'admission d'air et système d'échappement
- circuit de lubrification du moteur y compris niveau huile et ajout
- circuit de démarrage et batterie(s)
- circuit de protection du moteur

- génératrice, panneaux de contrôle et inverseur automatique
- chauffe moteur et chargeur à batterie
- fonctionnement du moteur et de la génératrice avec ou sans charge

b) matériels nécessitant un renouvellement :

- circuit de carburant (remplacer filtres, inspecter filtre à air)
- circuit de lubrification (changer filtre et huile moteur, nettoyage filtre de ventilation du carter)
- circuit moteur (ajustement des soupapes selon les prescriptions du constructeur)
- inspection du turbo
- génératrice (vérifier voltage, filage et graisser coussinet arrière)
- pièces nécessaires et liquide (incluant additifs, filtres à carburant et à huile, l'huile moteur)

c) autres prestations :

- test avec banc de charge (opérer l'unité avec charge pour un test d'évaluation de performance, ou pour décarboniser le moteur pour lui donner sa pleine puissance)
- contrôle des batteries
- nettoyage du circuit de refroidissement, remplacement des boyaux
- vérification, nettoyage et essai de l'inverseur automatique
- contrôle visuel du local (accessibilité, propreté, éclairage, ...)
- contrôle visuel de l'ensemble des éléments constitutifs du groupe électrogène (échappement, moteur, pompe, fuite....)
- contrôle du coup de poing d'arrêt d'urgence

Cette liste n'est pas limitative.

d) périodicité : 2 visites minimales par an

e) essais : mensuels

- Essai en charge sur l'installation de 30 minutes maximum
- Contrôle de l'absence de bruits de fonctionnement anormaux
- Contrôle du fonctionnement du moteur d'aéro-refroidisseur

- Essai automatisme à vide
- Contrôle basculement INS (si essai en charge autorisé par le Client)
- Mesure du temps de basculement (si essai en charge autorisé par le Client)
- Contrôle ordre extérieur de démarrage (si essai en charge autorisé par le Client)
- Contrôle de la stabilité en marche
- Essai de fonctionnement des chaîne(s) sécurité et alarmes
- Essai de fonctionnement des arrêt(s) d'urgence
- Contrôle de fonctionnement du report alarme et/ou information

Un rapport de vérification sera établi et transmis dans un délai de 2 semaines après réalisation des prestations de maintenance, il devra être transmis en format électronique (fichier Excel, Word, PDF...) adresse courriel : commandes.silog@mayotte.gouv.fr

Ce rapport contiendra toutes les observations, tests, et mesures réalisées sur les équipements, les conclusions ainsi que les anomalies constatées et les préconisations nécessaires s'il y a lieu d'en avoir.

- Il comportera notamment :
- N° du bon de commande si l'intervention à lieu à l'attachement,
- L'identification précise du matériel (désignation, numéro de série, localisation),
- Type de l'intervention (Vérification annuelle, dépannage, ...)
- Date d'intervention, heure d'arrivée et de départ, temps passé,
- Indication détaillée des opérations,
- Indication de tous les incidents et défauts constatés,
- Liste de tous les points vérifiés,
- Relevé des différentes valeurs mesurées,
- Liste et type des organes remplacés,
- Nom et fonction des intervenants

7-10.2 Maintenance curative

La maintenance curative a pour objectif de remettre en état l'équipement ou l'installation concernée, afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Elle intègre la maintenance palliative (dépannage provisoire) et la maintenance curative : opérations destinées à remettre en ordre une installation suite à une panne.

Dans ce cadre, le titulaire propose pour les réparations un devis de remise en état du matériel défectueux. Il réalise les travaux après acceptation du devis par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ce devis devra comporter le détail [fournitures et main d'œuvre] du coût de la prestation en cause. En cas de devis estimé trop élevé par la préfecture, celui-ci pourra être remis en concurrence.

Le titulaire proposera dans son offre, un BPU par lot des tarifs des pièces détachées intégrant la maintenance curative en particulier les pièces les plus à même de subir des dégâts. (batteries....)

Par dépannage, il y a lieu d'entendre, les opérations pouvant être effectuées par un seul agent, permettant de localiser, sans outillage lourd, encombrant ou spécifique, les causes des anomalies de fonctionnement, de les supprimer ou à défaut de prendre les mesures conservatoires utiles au fonctionnement normal des installations

Au-delà de la maintenance préventive, le Titulaire doit intervenir, à n'importe quel moment de la journée, sur simple appel téléphonique émanant de la Préfecture et dans un **délai de 4 heures** lorsqu'une panne ou un défaut venaient à lui être signalés.

Le Titulaire peut s'engager sur un délai plus court qui devient contractuel pour l'exécution de ce marché.

Donc, en cas de panne ou dysfonctionnement, la Préfecture informe immédiatement le titulaire qui procède au diagnostic et dresse la liste éventuelle des pièces nécessaires à la réparation. Cette liste précisera la référence de chaque pièce.

Une période de garantie pièces et main d'œuvre d'un an minimum est assurée par le titulaire, il devra préciser dans le cadre de réponse technique la durée qu'il propose.

Chaque intervention, (dépannage, maintenance, tests...) devra être renseignée dans le registre de sécurité du site.

7-11. Délais d'exécution

Types de délais	Description
Délai d'exécution	Le « délai d'exécution » désigne la période impartie pour réaliser une prestation ou accomplir une tâche prévue au marché : ce délai est celui pour lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.
Délai de 48 H pour	Le « délai de 48 H pour la réalisation d'un diagnostic » : l'entreprise a un

la réalisation du diagnostic	délai de 48 H pour effectuer son évaluation/diagnostic.
Délai d'intervention	Le « délai d'intervention » désigne le laps de temps entre le moment où une demande d'intervention d'urgence est signalée et celui où une action concrète, l'intervention, est engagée pour y répondre. Il est de 4h.
Délai de réparation	Le délai de réparation correspond au temps nécessaire pour effectuer la réparation c'est-à-dire remettre le matériel ou le système en état de fonctionnement. Il est de 8 jours ouvrés maximum.

7-12. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS, le délai dont dispose le titulaire pour signaler à l'acheteur les causes faisant obstacles à l'exécution d marché dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

7-13. Émission et exécution des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande émis par la personne publique et signée par un représentant habilité. Les services prescripteurs établissent, sous leur seule responsabilité, les bons de commande selon leurs modalités propres.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du lot et l'objet de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro de la commande
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- le nom et l'adresse du service qui a passé la commande ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le montant total du bon de commande, calculé sur la base des prix unitaires du marché, mentionnant le prix HT ;

Aucun minima de commande ne peut être exigée.

La personne publique se réserve la possibilité d'émettre un bon de commande global sur la base d'une estimation chiffrée des prestations à réaliser. Il pourra être émis un bon de commande global par titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de

l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard quatre (4) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

7-14. Commande de prestations non- prévues au BPU

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à titre exceptionnel, des besoins directement rattachés à l'objet du marché et non prévus aux bordereaux des prix unitaires surviennent, le titulaire transmet à la demande de la personne publique un devis détaillé. Le devis comporte une décomposition du prix précisant les postes de dépenses par nature. Les prestations sont contractualisées sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant. Ce devis doit avoir été accepté de manière formelle et écrite par le représentant de la personne publique avant tout commencement d'exécution des prestations.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

8-1. Obligations du Pouvoir adjudicateur

Pour les lots 1, 2 et 4, le SILOG sera l'interlocuteur du titulaire pour les questions de commande durant la durée de l'accord-cadre.

Pour ces lots, le SILOG, en tant que commanditaire des prestations, conserve les responsabilités relatives :

- A la validation des attendus fixés aux prestations ;
- A la priorisation des prestations de l'accord-cadre ;
- A la soumission des demandes et au contrôle de bonne réalisation de celles-ci ;

Les possibles modifications d'ordre réglementaire qui pourraient intervenir durant l'exécution de l'accord-cadre seront transmises à sgc-achat@mayotte.gouv.fr

Le SILOG s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des informations et documents nécessaires pour la réalisation des prestations.

Le titulaire est réputé être informé et avoir une parfaite connaissance des installations et matériels dont il doit assurer l'entretien ainsi que les conditions d'alimentation en énergie. En conséquence, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou omissions au présent document ni de l'état des équipements et des installations pour ne pas assurer sa prestation.

Pour le lot 3, l'interlocuteur du titulaire sera communiqué à la notification du marché.

8-2. Tenue d'un cahier de suivi des prestations

Le titulaire assurera la tenue d'un cahier de suivi des opérations d'entretien effectuées sur les installations.

8-3. Calendrier des visites préventives

Deux visites préventives sont à effectuer dans l'année. Le premier devra être réalisé à la notification du marché. Le calendrier devra être transmis à l'administration.

8-4. Prescription à observer

Le titulaire veillera que le matériel mis à sa disposition soit conforme aux normes sur les groupes électrogène (Stage V (2016/1628 EU, NF S61-940, BS 5000, ISO 8528, ISO 3046, IEC 60034-1, VDE 0530, NEMA MG-1.22) et celles de tous les textes subséquents en vigueur en France.

Les consignes d'entretien données par les constructeurs des matériels posés et que le titulaire doit se procurer auprès d'eux sont également applicables.

ARTICLE 9 - PRIX

9-1. Modalité de fixations du prix

Le contrat est conclu à prix mixte (unitaires et forfaitaires), conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix établis sont hors TVA.

9-2. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros, remise(s) déduite(s). Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que fixées au présent accord-cadre, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix TTC sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix global et forfaitaire est réputé comprendre les frais de main-d'œuvre (y compris déplacement, restauration et hébergement des personnels du Titulaire), la fourniture des pièces ou éléments, outillages ou consommables nécessaires à l'exécution des prestations, leur conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport jusqu'au lieu de livraison ou d'exécution de la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que définies dans le marché public.

Les prix unitaires sont réputés comprendre notamment: -Pour les prestations de service, l'ensemble des frais afférent à la main d'œuvre (y compris transport, hébergement et restauration des personnels du Titulaire). Pour les fournitures, les frais

afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance.

Tarifs promotionnels :

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier les services de l'État membre du groupement de commande de toutes les éventuelles promotions ou rabais qu'il réaliserait sur les produits retenus dans le cadre du présent accord-cadre, si ces promotions ou rabais ont pour conséquence la diminution de l'un quelconque des prix qui y sont repris.

Il produit pour cela un écrit, adressé au SGC par tout moyen permettant d'attester une date certaine, dans les délais les plus brefs. Cet écrit précise la ou les références concernées par la remise promotionnelle, sa durée de validité et son montant. La baisse des prix ainsi établie s'applique à l'ensemble des bons de commande passés pendant la période de validité de la remise, pour chacune des références concernées, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, et indépendamment de la date de livraison et/ou d'admission des produits .

La facture intégrant des prix promotionnels, proposés dans les conditions fixées au présent article, fait expressément référence auxdits prix promotionnels .

A l'expiration de la période de validité de la remise, les prix antérieurs de l'accord-cadre sont à nouveau en vigueur.

9-3. Encadrement de la variation des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution puis pourront être révisés une fois par an à chaque date de renouvellement du marché (date anniversaire déterminé en fonction de la date de notification de l'accord-cadre), à l'occasion des reconductions suivantes de l'accord-cadre suivant les modalités fixées ci-après :

- Sur demande du Titulaire au pouvoir adjudicateur pour acceptation avant application.
- La demande de révision de prix se fera annuellement, devra être adressée par le titulaire du marché au plus tard deux (2) mois avant son entrée en vigueur (date de référence = date anniversaire du marché) via l'adresse mail : sgc-achat@mayotte.gouv.fr
- La révision se fait à la hausse comme à la baisse
- Chaque nouveau tarif accepté par le Pouvoir Adjudicateur sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché.
- Les nouveaux tarifs deviennent contractuels qu'après validation par le Pouvoir Adjudicateur prononcée dans le délai maximum d'un (1) mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisée permettant une traçabilité.
- Les révisions de prix ne s'appliqueront qu'aux factures correspondant à des commandes postérieures à la date d'acceptation de révisions de prix.

En l'absence de nouveaux prix ou dans l'hypothèse où ils seraient communiqués en dehors du préavis indiqué, le titulaire est informé que les prix qui seront appliqués sont les prix précédemment en vigueur. Aucun nouveau prix ne sera appliqué sans validation préalable du pouvoir adjudicateur.

9-4. Modalités des variations des prix par lot

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 10/2025, ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P(n) = Po [0,70 (ICHTrev-TSn / ICHTrev-TSo + 0,30 (FSD1n / FSD1o)]$$

P(n) = prix révisé

Po= prix initial établi au mois zéro

ICHTrev-TSn = dernière valeur publiée de l'indice ICHTrev- TS à la date de révision.

ICHTrev-TSo = valeur de l'indice de référence ICHTrev-TS au mois zéro.

FSD1n = dernière valeur publiée de l'indice FSD1 à la date de révision.

FSD1o = valeur de l'indice de référence FSD1 au mois zéro

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé	Identifiant
ICHTrev-TS	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques base 100 décembre 2008	INSEE - 001565183
FSD1	Indice Frais et services divers - modèle de référence n°1	MONITEUR

9-5. Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par rapport aux prix consentis pendant les 12 mois précédents la révision.

Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

En cas de circonstances imprévisibles et exceptionnelles entraînant une augmentation supérieure à 5 %, le titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur

toutes pièces utiles justifiant les variations économiques subies. Une négociation pourra alors être engagée et un avenant pourra être conclu.

9-6. Clause suspensive

En cas d'arrêt momentané de l'activité, décidé par un membre du groupement ou son représentant, ayant pour effet l'immobilisation de l'équipement, le montant de chaque bon de commande sera minoré du montant proportionnel à la période d'immobilisation.

ARTICLE 10 – AVANCE

L'option A du CCAG FCS est retenu.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT t dans la mesure où l délai d'exécution st supérieur à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10% pour les titulaires autres que les PME
- 20% pour les PME

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement d l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du bon d command. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dus ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou d sold. Toutefois, le titulaire put refuser le versement de l'avance.

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG Fournitures Courants et Services s'appliquent.

ARTICLE 11 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

11-1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations constatée (bon de livraison, bon d'intervention) par les services du pouvoir adjudicateur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du Code de la commande publique.

11-2. Modalités de règlement du marché

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 12 – ADMISSION, CONSTATATION DE L'EXÉCUTION ET GARANTIE

12-1. Vérifications

Par dérogation aux articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG / FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Le représentant désigné de l'acheteur vérifie la conformité des fournitures livrées et la bonne exécution des travaux conformément aux spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées au moment et sur le lieu de livraison, en présence du titulaire.

Si le résultat des vérifications qualitative et quantitative est satisfaisant, l'admission est prononcée à la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur et par le représentant désigné sur le procès-verbal d'admission des prestations.

Si l'équipement livré ne correspond pas aux spécifications du marché, le pouvoir adjudicateur ou le représentant désigné se réserve le droit de le rejeter et d'exiger du titulaire qu'il mette à disposition un autre matériel conforme aux spécifications du marché.

Par ailleurs, toute non-conformité observée dans les prestations par le pouvoir adjudicateur réceptionnaire donnera lieu à l'émission d'une fiche de non-conformité envoyée au titulaire.

Celui-ci est tenu de répondre sous 5 jours ouvrables en indiquant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus, sous peine d'application des pénalités.

Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée à la réception par le pouvoir adjudicateur et son représentant réceptionnaire.

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le pouvoir adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

12-2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision.

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement des sommes dues.

En aucun cas les livraisons ne peuvent s'effectuer en l'absence d'une personne habilitée par le site livré.

Les caractéristiques des produits livrés doivent être conformes aux termes du marché et du bon de commande adressé à l'attributaire du marché. Les livraisons sont vérifiées et contrôlées sur le lieu du site livré par un personnel habilité de chaque entité et ce en présence obligatoirement du livreur.

- **Livraison conforme** : Le personnel habilité signifie la conformité de la livraison
- **Livraison non conforme** : Le personnel habilité annote clairement sur le bon de livraison de l'attributaire les éléments de non-conformité. Le personnel habilité saisi dans les plus brefs délais (\leq à 48 heures) l'attributaire pour lui signifier les dysfonctionnements et litiges (téléphone ou mail).

L'attributaire devra tout mettre en œuvre pour remédier sous 72 heures au traitement des non-conformités (de toutes natures).

Le contrôle porte sur les aspects :

• **Qualitatifs** :

- ✓ o Respect des exigences au niveau du transport. Propreté du camion, des emballages, des documents laissés par le chauffeur.
- ✓ o Respect des plannings de livraison.
- ✓ o Qualité d'emballage et d'étiquetage

• **Quantitatifs** :

- ✓ o Par pointage avec le chiffrage du bon de livraison.
- ✓ o Les causes de refus d'une livraison sont :
 - Soit la non-conformité des conditions de transport,
 - Soit le défaut de conditionnement ou d'emballage,
 - Soit l'absence de BL ou de double de facture accompagnant la livraison,
 - Soit le non-respect des heures de livraison convenues, incompatibles avec le fonctionnement normal de l'établissement livré. L'attributaire organisera la livraison le lendemain matin selon les horaires de référence.
- ✓ Au déconditionnement post-réception :

Dans l'hypothèse où les contrôles produits ne peuvent se faire à réception pour des raisons pratiques et/ou matérielles (conditionnements particuliers, palettes volumineuses...), la personne habilitée pourra formuler des réserves post-réception : impérativement dans un délai de 48 heures à partir de la livraison et par écrit (fax ou mail). Elle n'aura alors pas à procéder au déconditionnement et/ou au déballage de la totalité des colis incriminés, l'attributaire devant les reprendre le jour même si possible, ou le lendemain ou lors de la livraison suivante.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé sera remis au titulaire.

12-3. Garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS DE RETARD

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plateforme des achats de l'Etat.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCA FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Pénalités pour non-respect des délais de livraison	100 € HT par jour ouvré de retard
Pénalités pour non-respect des délais d'installation et de mise en ordre de marche	200 € HT par jour ouvré de retard
Pénalités pour non-respect des délais d'intervention dans le cadre de la maintenance curative	100 € HT par jour ouvré de retard
Pénalités pour non-respect du délai de réparation de toutes pièces défectueuses	100 € HT par jour ouvré de retard
Pénalités pour dépassement de délai pour visites de maintenance, devis et travaux	50 € HT par jour calendaire
Pénalités pour non-respect de la législation du travail	500 € HT par violation constatée

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Article 14– CLAUSE DE RÉEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut-être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Il est précisé que la présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Dans tous les cas, le titulaire devra produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur procédera à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

14-1. Les hypothèses ouvrant droit au réexamen

a) Intégration de nouveaux services bénéficiaires en cours d'exécution de contrat

Le SGC, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commande, pourra solliciter, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, l'intégration de services de l'État implantés à Mayotte qui n'ont pas été identifiés comme parties bénéficiaires du groupement de commande.

Cette modification deviendra applicable après que le titulaire en ait été préalablement informé par décision dûment notifiée au titulaire par le Pouvoir adjudicateur. La décision indiquera le ou les lots impactés, ainsi que le ou les établissements concernés et les quantités estimées.

b) Modification du montant maximum par lot

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter le montant maximum annuel du marché, à la suite d'une augmentation des quantités qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Ainsi, si avant la fin de la 3^{ème} année de marché, les consommations réelles venaient à atteindre 85% du montant maximum, l'acheteur pourra l'augmenter, dans la limite de 20 % par rapport au montant maximum initial. La réévaluation du montant maximum du marché fera l'objet d'un avenant.

c) Caractère imprévisible des prix

Dans l'hypothèse où les prix unitaires d'un ou plusieurs produits prévus dans la consultation subissent une variation conséquente qu'aucune des parties ne pouvaient prévoir et qui modifie de manière significative les conditions financières du contrat, les parties peuvent convenir, par avenant d'un éventuel ajustement directement induit par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Dans le cas d'une augmentation de prix accordée exceptionnellement au titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra définir une période limitée dans l'avenant afin que ces nouveaux tarifs puissent être rediscuté.

Cet ajustement pourra être temporaire, le titulaire devant justifier de la prolongation de cette circonstance. Il est en outre précisé qu'un avenant à la baisse pourra être mis en place pour faire bénéficier au pouvoir adjudicateur des conditions financières plus favorables.

d) Évolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas de refus de la part du Titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

e) Évolution technique ou technologique

Toute évolution, modification ou substitution de produit est soumise à l'accord préalable express de l'acheteur. En cas d'évolution technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

Entre la date de notification du marché et la date de livraison des fournitures, le Titulaire est tenu de proposer à l'acheteur toute modification ou transformation apportant une amélioration du matériel retenu, au prix conclu au titre du présent marché.

De même, le Titulaire informera l'acheteur de la commercialisation des nouveaux produits du fabricant. Les nouvelles références intéressant l'acheteur seront intégrées au marché au tarif public auquel sera appliquée la remise contractuelle. Ces produits sont strictement conformes à l'objet du marché.

L'acheteur reste libre d'accepter ou non cette proposition. Un certificat administratif sera alors établi par le pouvoir adjudicateur.

f) Remplacement des consommables, produits suite à retrait du produit par le fabricant

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) produit(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le Titulaire accepte de fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) aux prix convenu au présent marché.

Le titulaire en informera par écrit l'acheteur qui prendra en compte cette modification sous la forme d'un certificat administratif.

g) Difficultés d'approvisionnement

En cas de problème temporaire d'approvisionnement, le titulaire doit proposer un produit de remplacement, même de technique plus avancée. Le prix de ce produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initialement notifié

Cette substitution ne peut avoir lieu qu'après information écrite auprès du responsable du pouvoir adjudicateur et acceptation de ce dernier via la notification d'un certificat administratif.

Le titulaire devra apporter toutes les preuves nécessaires afin de neutraliser le cas échéant les pénalités de retard.

h) La rectification d'une erreur matérielle présente dans le(s) pièce(s) contractuelle(s) n'ayant pas pour effet de modifier les obligations des parties, l'objet du contrat et son interprétation ou les prix du marché.

En cas de constatation d'une erreur matérielle (de multiplication, d'addition, de frappe...) dans une (ou des) pièce(s) du marché, présentant un caractère incohérent (ne résultant pas de la volonté des parties) et dont le titulaire ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi, est corrigée par le pouvoir adjudicateur. La(es) pièce(s) du marché corrigée est ensuite transmise dans les plus brefs délais au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur en informe la trésorerie publique en lui transmettant la(es) pièce(s) corrigée(s) envoyée(s) au titulaire, accompagnés d'un certificat administratif.

i) Modifications de dénomination commerciale, de domiciliation postale, de domiciliation bancaire (RIB) ou de SIRET (SIREN) du titulaire n'entraînant aucun effet sur les obligations contractuelles du titulaire.

Les titulaires informent sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de leur dénomination sociale ou autre. Dans le cas où le titulaire serait un groupement d'opérateurs économiques, le respect de cette obligation s'impose à chaque cotraitant et est assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Un certificat administratif sera alors établi par le pouvoir adjudicateur.

j) Cession du marché par le titulaire

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché pourra être modifié, après accord du pouvoir adjudicateur, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Dans sa demande de cession, le cessionnaire devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (formulaire DC1 complété) ;
- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'insee) ou pour une entreprise établie à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- L'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.
- Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le SGC. En cas de désaccord du pouvoir adjudicateur, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

14.2 - Les modalités de mise en œuvre de la procédure

Dans le cas d'une des hypothèses évoquées ci avant, le titulaire devra en informer le SGC et lui transmettre les pièces justificatives dans les plus brefs délais :

- Par lettre recommandée avec AR ou tout autre moyen permettant d'en accuser réception, sous peine à l'adresse postale suivante :

Préfecture de Mayotte
Secrétariat Général Commun Départemental
Service Achats Budget Finances - Pôle commande publique
Avenue de la préfecture - 97600 Mamoudzou

- Ou via l'adresse mail : sgc-achat@mayotte.gouv.fr

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire

ARTICLE 15 – MESURES COERCITIVES : EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES

Conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère

personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

ARTICLE 17 – CAS DE RÉSILIATION

Le Titulaire renonce à toute demande d'indemnités quelles que soient les quantités et la valeur des ouvrages, dont l'exécution lui est confiée.

Il peut être mis un terme prématurément au marché, si la Préfecture n'obtenait pas pleinement satisfaction, en particulier en ce qui concerne :

- la qualité des prestations ;
- les délais de réponse à une demande de proposition de prix ;
- le respect des délais d'exécution ;
- la production de la facturation dans les délais normaux fixés dans le présent CCP.

La résiliation du marché peut être prononcée notamment dans les cas ci-après :

- le contrat est résiliable par l'une ou l'autre des parties pour manquement grave de l'autre à ses obligations par lettre recommandée avec AR après mise en demeure restée sans effet pendant un mois.
- Le titulaire a la possibilité de présenter ses éventuelles justifications, mais ne peut, en tout état de cause s'opposer à la décision finale du maître d'ouvrage.
- si le Titulaire commet une faute grave dans la réalisation des prestations de maintenance ;
- en cas de manquements à l'une des clauses du marché, et si après l'expiration d'une période d'un mois après la mise en demeure du Titulaire de corriger le manquement, les travaux ne sont pas repris ou le manquement constaté n'est pas corrigé ;

En cas de sous-traitance de tout ou partie des prestations, non déclarée à la Préfecture de Mayotte.

ARTICLE 18 – LITIGES ET DIFFÉRENDS

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la Préfecture de Mayotte et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme une cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations.

En application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les

dispositions de l'article 46 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

Le Tribunal Administratif de Mayotte est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Mayotte

Les hauts du Jardin du Collège

97600 MAMOUDZOU

Téléphone : 02 69 61 18 56

Télécopie : 02 69 61 18 62

Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L): <http://mayotte.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AUX CCAG-FCS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
ARTICLE 4	Documents contractuels	Article 4.1
ARTICLE 7 – 7-10.4	Prolongation des délais d'exécution	Article 13.3
ARTICLE 12	Admission, constatation de l'exécution et garantie	Articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG
ARTICLE 13	Pénalités de retard	Article 14.

Fait en un seul exemplaire original.

Signature du pouvoir adjudicateur :	Signature du titulaire :
Fait à , le	Fait à , le